

**Convention pour la modification des réseaux
de communications électroniques d'ORANGE
dans le cadre de travaux de réaménagement de voiries**

Commune de SAINT AVÉ (56206)

Secteur : allée du Liscuit

Référence ORANGE : AS GDP N° 1414292

Entre :

La Commune de Saint Avé,
signant la présente convention pour son propre compte, ainsi qu'au nom et pour le compte des
personnes publiques, mentionnées en annexe, lui ayant donné mandat à cet effet,
représentée par Mme GALLO Anne, Maire de la Commune,
ci-après dénommé « **la personne publique** »,

et

ORANGE, société anonyme au capital de 10 595 541 532 Euros, dont le siège social est situé au 78
rue Olivier de Serres, 75505 PARIS Cedex 15, immatriculée au Registre du Commerce et des
Sociétés de PARIS sous le numéro 380-129-866, représentée par M. MOUROT Christophe, le
Directeur de l'Unité de Pilotage Réseau Ouest, domiciliée au 5 rue du Moulin de la Garde, BP 53149,
44331 NANTES Cedex 3,
ci-après dénommée « **l'opérateur** »

collectivement dénommés « **les parties** »

PRÉAMBULE

La présente convention a pour objet d'organiser les relations entre les parties pour la mise en œuvre
de l'aménagement des réseaux de communications électroniques.

- Les « **réseaux de communications électroniques** » comprennent les équipements et les
installations de communications électroniques.
- Les « **équipements de communications électroniques** » comprennent les Installations de
communications électroniques, le câblage et ses accessoires.
- Les « **installations de communications électroniques** » désignent les fourreaux, les chambres de
tirage y compris leurs cadres et trappes standards, les bornes de raccordement destinées à recevoir
le câblage de communications électroniques.

Pour l'aménagement des réseaux de communications électroniques sur le territoire de la commune de
Saint Avé., dans le cadre des travaux d'aménagement de l'allée du Liscuit, les parties ont convenu et
arrêté ce qui suit :

- La personne publique demande à l'opérateur de procéder à la modification des réseaux de
communications électroniques, dans l'emprise de son projet d'aménagement de voiries.
- L'opérateur, propose à la personne publique, un Avant-Projet Sommaire de modification des
installations de communications électroniques, qui sera validé par les parties.
- La prise en charge des fournitures des installations de communications électroniques en domaine
public et privé.

- L'opérateur, accepte le réaménagement demandé par la personne publique, dans les conditions énumérées ci-dessous :

ARTICLE 1 : Travaux de génie civil à charge de la personne publique

La personne publique est maître d'ouvrage des travaux de génie civil conformément aux normes techniques en vigueur et suivant le projet validé par les parties.

Ces travaux comprennent notamment :

- L'ouverture de la tranchée (démolition des revêtements, terrassement, déblayage, étayage éventuel, aménagement du fond de fouille).
- La pose des installations de communications électroniques en domaine public et privé.
- La fermeture de la tranchée (remblayage, dispositif avertisseur, compactage).
- La réfection des revêtements (provisoires et/ou définitifs).
- La réalisation éventuelle de galeries techniques, de réservations, de fonçages, d'ouvrages d'art, en complément de la tranchée.

- La fourniture des installations de communications électroniques en domaine public sera assurée par l'Opérateur.

ARTICLE 2 : Réception par l'opérateur des installations de communications électroniques

L'opérateur (son sous-traitant ou son représentant) dispose d'un droit d'accès permanent sur les chantiers d'implantation des installations de communications électroniques. Leur vérification technique est effectuée sur demande de la personne publique.

L'entreprise chargée de la réalisation des travaux, devra au préalable, réaliser les essais et l'aiguillage des alvéoles et préparer les plans projets comportant les cotes d'implantation et les annotations de chantier (plans minutes du récolement après chantier) relatives aux dites installations de communications électroniques.

A la suite de cette vérification, l'opérateur remet à la personne publique un certificat de conformité des installations de communications électroniques.

L'entreprise chargée de la réalisation des travaux par la commune, s'engage à fournir les plans en format .dwg au plus tard à la réception définitive du chantier de câblage.

ARTICLE 3 : Exécution des travaux de câblage

Dès que la conformité des installations de communications électroniques qui lui appartiennent est acquise, l'opérateur entreprend les travaux de mise en œuvre des câbles de communications électroniques et de leurs accessoires.

Les travaux de câblage, y compris la dépose des anciens câbles et des poteaux abandonnés, ne pourront excéder 30 à 60 jours calendaires selon l'importance du chantier, sauf cas de force majeure dûment justifié.

L'opérateur, propriétaire des installations de communications électroniques situées en domaine public maritime et sur le domaine routier communal, est redevable, envers les gestionnaires du domaine public occupé, de la redevance établie par l'autorité gestionnaire de la voirie, en application de l'article L. 47 du code des postes et communications électroniques.

ARTICLE 4 : Propriétés des installations de communications électroniques

L'opérateur est propriétaire des installations de communications électroniques créées sur le domaine public routier ou non routier.

L'opérateur, propriétaire des installations de communications électroniques en domaine public maritime et sur le domaine routier communal, est redevable, envers les gestionnaires du domaine public occupé, de la redevance établie par l'autorité gestionnaire de la voirie, en application de l'article L. 47 du code des postes et communications électroniques.

Chaque partie renonce à tout recours contre l'autre partie à raison des malfaçons constatées après l'achèvement complet du chantier, en particulier après les réfections de voirie.

<p><i>A Saint Avé, le</i></p> <p><i>Pour la personne publique,</i> <i>Cachet et Signature du Maire :</i></p>	<p><i>A Nantes, le</i></p> <p><i>Pour l'opérateur,</i> <i>Pour le Directeur de l'Unité de Pilotage Réseau Ouest,</i></p>
--	--

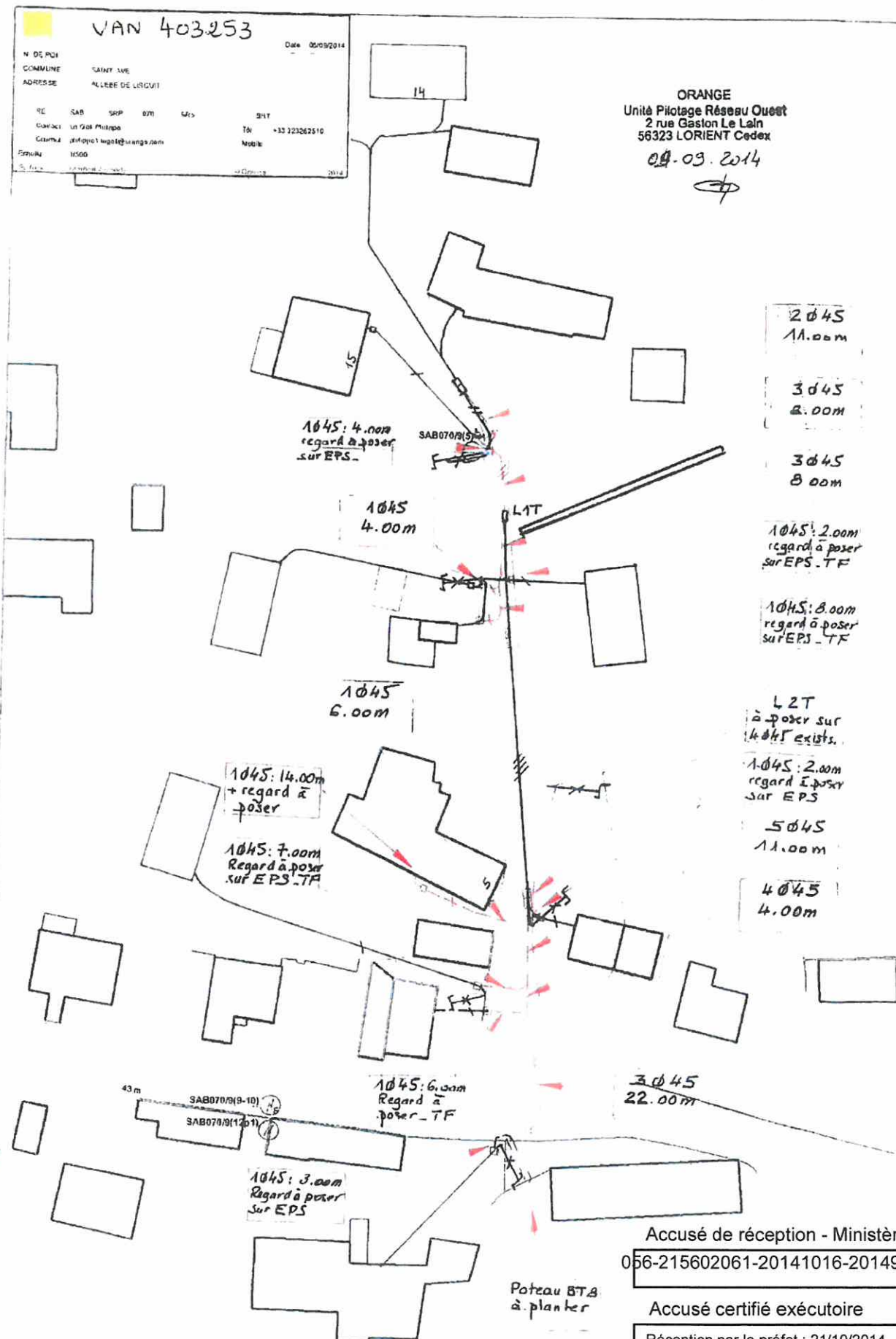
ConventionSaintAveAlléeduLiscuit.doc du 09 septembre 2014
Référence : UPRO/DAB/ICL56/2014-139/JPJ du 09 septembre 2014

VAN 403253

N° DE PCN
 COMMUNE SAINT-LIE
 ADRESSE ALLÉE DE L'ESQUIV
 RE SAB SRP 071 6/15 2117
 Coteur Un G&P Philippe
 Commune Orange
 Formule 10000
 Date 05/09/2014

ORANGE
 Unité Pilotage Réseau Ouest
 2 rue Gaston Le Lain
 56323 LORIENT Cedex

04-03-2014



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
 056-215602061-20141016-20149162ANNEXE-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 21/10/2014
 Publication : 22/10/2014

Le Maire, Anne GALLO

